

Avril 2013



منظمة الأغذية  
والزراعة للأمم  
المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and  
Agriculture  
Organization  
of the  
United Nations

Organisation des  
Nations Unies  
pour  
l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones Unidas  
para la  
Alimentación y la  
Agricultura

# COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

<b>Huitième session</b>
<b>Rome, 8 - 12 avril 2013</b>
<b>Rapport sur les Activités de l'OIE</b>
<b>Point 12.2.4 de l'ordre du jour</b>
<b>Document produit par l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE)</b>

## I. Introduction

1. L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), en sa qualité d'organisation observatrice, a la plaisir de présenter un rapport succinct sur ses activités pertinentes à l'occasion de la huitième Session de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).
2. L'OIE, la CIPV et la Commission du Codex Alimentarius (CAC), communément appelées les « trois organisations sœurs », sont considérées comme les organismes de référence pour l'élaboration des normes en vertu de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) dans les domaines de la santé animale, de la santé des plantes et de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires, respectivement.
3. L'OIE travaille en étroite collaboration avec la CAC afin d'élaborer des normes pour la chaîne de production alimentaire. Il existe, en outre, d'importants parallèles entre les activités normatives de l'OIE et celles de la CIPV. Parmi les intérêts communs ayant trait à l'Accord SPS figurent les travaux sur la compartimentation des maladies, le renforcement des capacités des Membres et les espèces exotiques envahissantes. Vous trouverez ci-dessous un bref aperçu des activités menées par l'OIE dans ces domaines.

## II. Compartimentation des maladies

4. L'OIE poursuit ses travaux sur le concept de compartimentation. La mise en œuvre d'un « compartiment » (une sous-population) d'animaux possédant un statut sanitaire distinct s'appuie principalement sur des pratiques de gestion bien contrôlées dictées par la sécurité biologique. Dans le cas d'une régionalisation, en revanche, la sécurité biologique de la population concernée repose sur la séparation géographique et/ou physique. Toutefois, dans les deux cas de figure, le rôle de l'Autorité

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*

vétérinaire consiste à veiller à ce que la séparation de la sous-population concernée soit conforme aux critères de sécurité biologique et à fournir aux partenaires commerciaux des garanties appropriées.

5. Un Pays Membre de l'OIE a déposé une auto-déclaration pour un compartiment indemne au regard d'une maladie affectant les volailles en s'appuyant sur la mise en œuvre des normes de l'OIE. Dans deux Pays Membres de l'OIE, des projets ont été mis en place afin d'illustrer l'application du concept de compartimentation, ce qui peut s'avérer être un outil précieux pour améliorer la santé animale et faciliter le commerce international.

### **III. Principales activités de l'OIE ayant trait au renforcement des capacités**

6. Consciente que plus des deux tiers de ses 178 Membres sont des pays en développement ou appartiennent aux pays les moins avancés, l'OIE met l'accent sur le renforcement des capacités afin d'aider ses Membres à mettre en œuvre les normes qu'elle a établies.

7. Dans le cadre de l'initiative mondiale de l'OIE sur la bonne gouvernance des Services vétérinaires, et à la demande d'un Membre, l'OIE réalise des évaluations de la qualité des Services vétérinaires à l'aide de son *Outil PVS* (performance des Services vétérinaires) sur une base volontaire. Les étapes suivantes du processus PVS comprennent l'analyse des écarts PVS, les missions ayant trait à la législation vétérinaire, les projets de jumelage relatifs au renforcement des capacités des laboratoires et à l'enseignement vétérinaire, ainsi que les missions de suivi du processus. Ces différentes étapes permettent d'améliorer la conformité des services vétérinaires aux normes de l'OIE sur la qualité, qui sont énoncées dans le *Code sanitaire pour les animaux terrestres* de l'OIE.

8. L'évaluation PVS de l'OIE est considérée comme « l'étape de diagnostic », dont la principale réalisation consiste à décrire les différents stades d'avancement pour chacune des 46 compétences critiques d'un système national de santé animale (Services vétérinaires). Les compétences critiques se basent sur les normes de l'OIE relatives à la qualité des Services vétérinaires. Les évaluations PVS, quant à elles, sont conduites par des experts indépendants formés et accrédités par l'OIE. Les rapports se fondent sur des éléments probants bien étayés et des informations à la fois factuelles et qualitatives, et non sur des suppositions. De plus, tous les rapports sont relus par des experts indépendants.

9. À ce jour, l'OIE a reçu 124 demandes officielles afin d'accueillir des missions d'évaluation PVS, dont 113 ont déjà été achevées (en janvier 2013).

10. Après l'étape de diagnostic PVS, qui correspond à une évaluation qualitative, l'OIE peut, à la demande d'un Membre, effectuer une analyse des écarts PVS. Celle-ci consiste à : identifier les principales priorités du pays, tout en tenant compte de la situation économique et politique de ce dernier ; puis effectuer une pré-évaluation et déterminer le coût pour réaliser des objectifs précis sur cinq ans et parvenir au stade d'avancement souhaité pour chaque compétence critique considérée comme prioritaire par le pays.

11. Les partenaires de l'OIE et les bailleurs de fonds potentiels se serviront de ces rapports, qui sont spécifiques à chaque pays et fondés sur des normes internationales. Au besoin, ils utiliseront leurs propres instruments et procédures pour obtenir les améliorations souhaitées.

12. À ce jour, l'OIE a reçu 81 demandes officielles de missions d'analyse des écarts PVS dont 63 ont été achevées (en janvier 2013).

### **IV. Espèces exotiques envahissantes**

13. En février 2013, l'OIE et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CBD) ont signé un accord officiel de coopération. L'objectif de cet accord vise à faciliter et renforcer la coopération et la collaboration entre l'OIE et la CBD dans les domaines d'intérêt commun, notamment la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux et la promotion de l'approche « Une seule santé » lors de la gestion des risques présentés par les maladies animales et les zoonoses à l'interface animal-homme-écosystème.

14. Au cours des dernières années, les Secrétariats de l'OIE et de la CBD ont discuté des « lacunes qui subsistent dans les normes internationales applicables aux risques associés aux animaux susceptibles d'être envahissants ».

15. L'OIE, en collaboration avec le Secrétariat de la CBD, a élaboré des lignes directrices sur l'appréciation des risques associés aux espèces animales envahissantes. Une réunion d'experts de l'OIE s'est tenue en novembre 2011 afin de développer des lignes directrices destinées aux Pays Membres pour qu'ils puissent apprécier le risque d'invasion présenté par des animaux non indigènes (« exotiques »). Ces lignes directrices sont disponibles sur le site Web de l'OIE à l'adresse suivante : [http://www.oie.int/fileadmin/Home/fr/Our\\_scientific\\_expertise/docs/pdf/F\\_IAS\\_Guidelines.pdf](http://www.oie.int/fileadmin/Home/fr/Our_scientific_expertise/docs/pdf/F_IAS_Guidelines.pdf)

16. L'OIE a également travaillé avec la CIPV afin d'apporter sa contribution technique au séminaire sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes, organisé par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC), qui s'est tenu en juillet 2012 à Genève. De plus amples informations sur le séminaire sont disponibles sur le site Web du FANDC à l'adresse suivante : <http://www.standardsfacility.org/fr/TAIAS.htm>.